

PRÉFÈTE DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

La Préfète de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 24 juin 2026 portant nomination de Mme Emmanuelle DUBEE préfète de la région Bretagne, préfète de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfète d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2/2026/DREAL/DSG du 15 juillet 2026 portant délégation de signature à M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 016867 relatif au projet **d'aménagement d'une aire de stationnement à Plumelin (56)**, déposé par M. Serge MINIER, reçu le 15 avril 2026 et considéré complet le 6 juillet 2026.

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 41 b Dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs de 50 unités et plus » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

Considérant la nature du projet :

- de construction d'une terrasse extérieure d'une superficie de 168,37 m², d'une salle polyvalente en sous-sol couvrant une surface d'environ 350 m² et d'une cour anglaise ;
- d'aménagement d'une aire de stationnement constituée d'environ 70 emplacements sur une emprise au sol de 1 700 m² ;

- sur une propriété de 14 hectares.

Considérant la localisation de ce projet :

- dans le domaine du château de Guénanec ;
- sur une prairie sèche, selon la carte des grands types de végétation du Morbihan du conservatoire botanique national de Brest datant de 2020, encadrée par des boisements de feuillus à protéger et des éléments de paysage à préserver d'après le plan local d'urbanisme intercommunal de Centre Morbihan Communauté.

Considérant que :

- la destruction d'une prairie entraîne la perte de la biodiversité inféodée à ce milieu mais cet impact peut être qualifié de « non notable » au sens de l'évaluation environnementale, au vu des conclusions du diagnostic faune/flore/habitats présenté ;
- le projet conduit à une imperméabilisation des sols sans pour autant que cette incidence soit qualifiée de « notable » au sens de l'évaluation environnementale, du fait de la surface considérée ;
- le maintien des boisements périphériques limitera la perception du projet dans le paysage proche et lointain.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de **d'aménagement d'une aire de stationnement à Plumelin (56)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Elle est conditionnée à la mise en œuvre des mesures d'évitement et de réduction des incidences notables sur l'environnement suivantes, mentionnées dans la demande d'examen au cas par cas :

- l'absence d'opération de défrichement ;
- l'utilisation d'un revêtement perméable pour l'aménagement de l'aire de stationnement.

Il appartient à l'autorité compétente pour autoriser le projet de s'assurer de la mise en œuvre de ces mesures.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

La Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Monsieur FISSE Éric
Le vendredi 24 juillet 2026